



En partenariat avec



analyse

Le mur à la frontière turco-iraniennne

En 2017, la Turquie lançait la construction d'un segment de mur au nord de sa frontière avec l'Iran, les deux pays y voyant alors un intérêt commun en matière de sécurité dans cette zone transfrontalière majoritairement peuplée de Kurdes ; intérêt renouvelé depuis le retour au pouvoir des talibans à Kaboul.

Par **Johanna Ollier**, doctorante en science politique à l'Université Grenoble Alpes sur les questions frontalières propres à la Turquie, attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et membre de la Chaire Méditerranée Moyen-Orient et du CERDAP2 (Centre d'études et de recherche sur la diplomatie, l'administration publique et le politique) de Sciences Po Grenoble, Université Grenoble Alpes.

Photo ci-dessus :

Vue sur le mur construit par la Turquie à sa frontière avec l'Iran, dans la province de Van. Utilisée depuis des siècles par les passeurs, cette région aride et montagneuse est au cœur des inquiétudes d'Ankara qui y voit, depuis le retour des talibans au pouvoir en Afghanistan, la route d'un possible afflux de réfugiés afghans. (© Shutterstock)

Techniquement, le mur s'étend côté turc de la frontière, mais l'Iran a donné son accord de principe pour le lancement de la construction. Toutefois, plusieurs défis techniques se sont imposés à la construction de ce pan de mur.

Un mur au milieu des montagnes

Le premier réside dans la topographie de la zone de construction. Il s'agit en effet d'une frontière située en haute montagne, où culmine au nord de la frontière le plus haut sommet de Turquie, le mont Ararat [*Ağrı dağı*] à plus de 5 000 mètres d'altitude, ainsi que le Petit Ararat [*küçük Ağrı dağı*] à plus de 3 800 mètres. Dresser une barrière sur cette partie montagneuse de la frontière longeant les provinces d'Iğdir et d'Ağrı paraît donc *a priori* difficile. C'est pourtant bien le long de ces deux provinces que les autorités turques ont débuté la construction du mur, sur

une première portion de 145 kilomètres. Elles ont néanmoins indiqué à plusieurs reprises que la construction prendrait des années au regard du relief et des conditions météorologiques : impossible en effet de poursuivre de tels travaux en hiver. La construction de cette portion s'est achevée trois ans plus tard, en 2020.

Le deuxième défi réside dans le déminage de la zone pour l'installation du dispositif de fortification de la frontière. La fortification de la frontière n'implique pas seulement l'érection d'un mur de béton, mais également l'ensemble du dispositif de surveillance qui l'accompagne. Il comprend par exemple la construction d'une route derrière le mur pour pouvoir effectuer des patrouilles en véhicules armés, ou le creusement de digues pour contraindre un peu plus les passages transfrontaliers clandestins qui se font en dehors des postes-frontières. Plusieurs



tours optiques de contrôle sont par ailleurs disposées le long du mur. Les autorités militaires en charge de la surveillance de la frontière utilisent des caméras thermiques pour détecter les mouvements y compris pendant la nuit. Ainsi, le périmètre de fortification est large et nécessite en amont un processus de déminage. De nombreuses mines antipersonnel ont en effet été dispersées le long de la frontière turco-iranienne depuis l'époque de la création de la République de Turquie, dans le but de contraindre les échanges transfrontaliers et de réifier le territoire turc à cette époque de formation de l'État-nation turc (1). La Turquie a ratifié en 2004 la convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel s'engageant alors à déminer son territoire, mais il reste encore plus de 116 000 mines antipersonnel dans la zone de la frontière turco-iranienne (2). Si les opérations de déminage sont soutenues par les Nations Unies, il s'agit dans le cas de cette zone frontalière, au-delà des considérations humanitaires, de déminer la frontière pour mieux la sécuriser par la suite.

Coup de projecteur sur le mur après le retour des talibans en Afghanistan

On peut questionner les motivations du gouvernement turc à construire ce mur frontalier, en particulier au regard du caractère plutôt discret de ce projet en 2017. À cette époque, le gouvernement avait mis en avant la nécessité de mieux contrôler la contrebande, le trafic d'êtres humains et la circulation de terroristes de part et d'autre de la frontière. L'objectif était en grande partie de contraindre les combattants du Parti des tra-

“ Tandis qu'à la fin des années 2000, la Turquie développait une politique étrangère d'ouverture vis-à-vis de son environnement régional proche, la guerre en Syrie a contribué à un renforcement de la fortification des frontières du Sud de la Turquie. ”



Photo ci-dessus :

Le 16 février 2023, des réfugiés syriens tentent de traverser la frontière turco-syrienne après avoir été touchés par le tremblement de terre. Alors que la Turquie accueille officiellement 3,7 millions de Syriens (probablement plus de 5 millions), les autorités turques ont commencé la construction d'un mur le long de la frontière avec le pays, officiellement pour des raisons de sécurité. Pour les Kurdes qui peuplent cette région, la volonté d'Ankara serait de séparer les Kurdes. (© Shutterstock)

Le troisième obstacle réside enfin dans le travail colossal nécessaire pour murer l'entièreté de la frontière qui mesure plus de 500 kilomètres. Aujourd'hui, le mur s'étend sur plus de 280 kilomètres, le long des quatre provinces d'Iğdır, d'Ağrı, Van et Hakkari. Il n'est cependant pas continu, mais formé de différents segments. Les autorités turques insistent donc sur les différents dispositifs de surveillance qui sont, eux, déployés tout du long de la frontière. À la demande du ministère de la Défense et de l'Intérieur, la construction est orchestrée par l'Administration turque du développement du logement social (TOKI) ainsi que plusieurs compagnies privées mandatées pour l'occasion. Sur le plan matériel, ce mur est composé de blocs de béton, pesant sept tonnes chacun et mesurant deux mètres de large et trois mètres de haut. Actuellement, la construction du mur se poursuit dans la province frontalière de Van. Mais alors que ce processus se faisait relativement discret en 2017, il est soudainement passé sous le feu des projecteurs des médias turcs et occidentaux en 2021.

vailleurs du Kurdistan (PKK), organisation considérée comme terroriste par la Turquie, mais aussi par l'Union européenne (UE) et les États-Unis. Dans cette perspective, la contrebande est considérée comme une source majeure de financement pour cette organisation.

Toutefois, à partir de l'été 2021, les médias aussi bien que le gouvernement turc ont largement communiqué sur le mur en construction à la frontière turco-iranienne. Ce dernier est alors présenté comme le rempart le plus efficace contre une potentielle nouvelle « vague migratoire » en provenance d'Afghanistan. En effet, le retrait des troupes américaines d'Afghanistan et le retour des talibans au pouvoir à Kaboul ont fait craindre en Turquie l'arrivée d'un flux migratoire en provenance d'Afghanistan plus important qu'il ne l'était déjà (3), alors que le pays accueille par ailleurs plus de 3,5 millions de réfugiés syriens sur son territoire. À partir d'août 2021, l'évolution du contexte en Afghanistan a cristallisé les tensions politiques autour de l'accueil des réfugiés et de la crise économique qui touche la Turquie. Le parti de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), a attisé les tensions en dénonçant l'incapacité du gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir à maintenir la sécurité aux frontières, et en placardant sur son siège une immense affiche avec le slogan « *sınır namus-tur* » qui signifie « la frontière, c'est l'honneur ». La thématique du « retour » des réfugiés syriens dans leur pays déjà présente dans le discours de l'AKP s'est fait entendre de plus en plus fort. Dans ce cadre, le gouvernement a par ailleurs lancé une véritable campagne publicitaire pour le mur en construction à la frontière turco-iranienne. Les autorités turques ont insisté sur l'arsenal technologique de surveillance mis en place le long de la frontière turco-iranienne et ont accéléré la construction du mur le long de la province de Van par laquelle de nombreux réfugiés afghans tentent de passer. Cette crise fut



également l'occasion pour les autorités locales de mettre en valeur les sections de mur déjà construites le long des provinces d'Iğdır et d'Ağrı. Le gouverneur d'Ağrı, Osman Varol, déclarait ainsi en décembre 2021 : « Avec la prise de contrôle de l'Afghanistan par les talibans en juillet 2021, le nombre de citoyens afghans quittant leur pays devait augmenter. La Turquie étant à la fois un pays de transit et de destination, on s'attendait à ce que les citoyens afghans franchissent nos frontières en entrant illégalement, mais face à une nouvelle vague de migration, de nombreuses mesures ont été prises telles que la construction de clôtures grillagées sur le mur achevé à notre frontière, le développement de systèmes de caméras, l'installation de systèmes d'éclairage et la construction de routes de patrouille. Le nombre de personnes en service à la frontière a été augmenté et les personnes qui voulaient entrer dans notre pays en ont été empêchées. (4) ». Pourtant, si la politisation du mur à la frontière suit le rythme de l'actualité politique et géopolitique, les logiques qui sous-tendent sa construction sont ancrées plus profondément dans le temps.

Une dynamique régionale de fortification des frontières orientales

La construction du mur à la frontière turco-iranienne débute deux ans après celle du mur à la frontière turco-syrienne. Or, l'année 2015 représente un tournant dans la politique étrangère de la Turquie vis-à-vis de la Syrie. Elle signe parallèlement la fin du processus de paix entamé en 2013 avec le PKK en interne. Il est donc difficile de décorrélérer la construction de ces deux murs. Au contraire, ils s'inscrivent dans la même dynamique lancée par la Turquie de sécurisation de ses frontières orientales avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Tandis qu'à la fin des années 2000, la Turquie développait une politique étrangère d'ouverture vis-à-vis de son environnement régional proche, la guerre en Syrie a contribué à un renforcement de la fortification des frontières du Sud de la Turquie. Avant l'éclatement de la guerre, la Turquie avait levé en 2009 l'obligation de visa pour les ressortissants syriens souhaitant se rendre en Turquie et l'heure était au développement des

échanges commerciaux et transfrontaliers. La guerre qui a éclaté en 2011 a d'abord conduit Ankara à mener une politique d'accueil des réfugiés, le gouvernement turc misant sur la chute rapide du régime de Bachar el-Assad. Alors que le conflit s'enlise et se caractérise par la présence de milices sur le terrain soutenues par des grandes puissances telles que l'Iran, la Russie, la Turquie ou les États-Unis, Ankara militarise de plus en plus sa frontière. Cette militarisation s'est accélérée avec l'érection progressive du mur qui s'étend désormais sur 873 des 911 kilomètres de frontières communes entre les deux pays. Tandis que la branche syrienne du PKK, le Parti de l'Union démocratique (PYD), ainsi que sa milice armée, les unités de protection du peuple (YPG), gagnent de plus en plus d'influence dans le Nord de la Syrie, la Turquie entreprend trois opérations militaires transfrontalières dans le but de créer un glacis protecteur de 30 kilomètres de profondeur le long de la frontière. Dans le même temps, elle intensifie ses opérations militaires transfrontalières contre le PKK au Nord de l'Irak et installe de nombreuses bases militaires de l'autre côté de la frontière. Le mur à la frontière avec l'Iran est le produit de cette même dynamique de militarisation et de fortification de la frontière, sans que la Turquie n'intervienne pour autant militairement du côté iranien de la frontière. En mai 2023, le ministre de la Défense, Hulusi Akar, assimilait le système de surveillance à l'ensemble de la frontière orientale de la Turquie : « Les frontières syrienne, iranienne et irakienne sont protégées par un système d'obstacles comprenant des murs modulaires en béton, des clôtures en fil de fer et des fossés, et ce système d'obstacles est renforcé par des dispositifs visuels et électroniques et surveillé jour et nuit. Les moindres mouvements sur la ligne frontalière ainsi que l'image tactique peuvent être suivis dans les centres d'opérations à Ankara. (5) »

Enfin, il est important de noter que l'UE contribue à financer une partie de cette fortification des frontières orientales de la Turquie, notamment par le biais du concept de gestion intégrée des frontières. Ce concept promeut la mise en place d'un arsenal efficace de surveillance des frontières pour les pays candidats à l'UE et contribue à une forme de standardisation des normes européennes en

matière de surveillance des frontières. Ainsi, une partie des fonds alloués dans le cadre des Instruments d'aide de préadhésion (IPA) sont consacrés à la fortification des frontières de la Turquie. Dans le cas de la frontière turco-iranienne, les fonds IPA ont par exemple contribué au financement du déminage de la zone frontalière et des tours optiques de contrôle. Si leurs motivations peuvent varier, la Turquie et l'UE convergent finalement vers ce même processus de fortification des frontières orientales de la Turquie.

Johanna Ollier



Notes

- (1) Il ne s'agit pas d'une caractéristique propre à la frontière turco-iranienne mais plutôt d'une tendance générale d'« épaissement » des frontières de la Turquie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et au cours de la guerre froide.
- (2) Conformément à l'article 5 de la Convention, la Turquie s'est engagée à détruire ou veiller à la destruction de toutes les mines antipersonnel sur son territoire. Elle a obtenu en 2021 un nouveau délai pour réaliser l'ensemble du déminage de son territoire, fixé au 31 décembre 2025.
- (3) Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur turc, en 2014, la Turquie comptait 1 728 réfugiés afghans en situation irrégulière, 30 947 en 2016, 4408 en 2021 et 115 775 en 2022 (<https://en.goc.gov.tr/irregular-migration>).
- (4) İsmail Hakkı Demir, Hüseyin Yıldız, Abdullah Söylemez, « Huduttaki güvenlik duvarı sınırdan kaçak geçişleri engelledi », AA, 31 décembre 2021 (<https://rb.gy/mw688>).
- (5) Ministère turc de la Défense, « Milli Savunma Bakanı Hulusi Akar'dan Hudut Güvenliğine Yönelik "Hodri Meydan" », 24 mai 2023 (<https://rb.gy/d4u7e>).

Photo ci-dessus :

Alors que la Turquie renforce son emprise militaire dans les montagnes du Kurdistan irakien, sous prétexte de lutte antiterroriste, l'armée turque poursuit sur le sol de son voisin sa lutte contre le PKK en profitant des divisions politiques et de la faiblesse du gouvernement fédéral irakien. (© Shutterstock)